

La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1141 - avril 2013 SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON constate, une fois de plus, que la "flexibilité" n'est pas la panacée, l'Allemagne et l'Irlande en sont la preuve, tandis qu'un nouveau type de crise menace les États-Unis.



page 3 Quel avenir ?

JACQUES HAMON dresse objectivement le tableau de l'avenir tel qu'il s'annonce, il décrit les mesures qui sont à prendre d'urgence... et incompatibles avec la logique capitaliste.



• RÉFLEXION

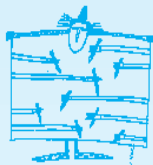
page 6 De la coopération

FRANÇOIS CHATEL constate que les recherches scientifiques (en sociologie, en anthropologie, en neurosciences, en psychologie, etc.) confirment, à tout point de vue, la supériorité de la coopération sur la compétition : l'être humain est donc prêt, génétiquement et par son évolution, pour une économie distributive



page 11 Le rôle des structures familiales

NICOLAS KACZMAREK expose la relation qu'Emmanuel Todd voit entre la conception de la famille dans les sociétés paysannes traditionnelles et la façon de penser en politique



• TRIBUNE DES LECTEURS

page 14 Critique d'un lecteur et réponse de GUY EVRARD.



ENCORE UN TITRE STUPIDE...

...Celui de l'éditorial *le Monde* du 12 mars : *Sauver l'emploi : Hollande le veut, Schröder l'a fait*. Et nous voici repartis dans la légende : «*Le 14 mars 2003, Gerhard Schröder donnait le coup d'envoi de l'Agenda 2010. Dérégulation du droit du travail, diminution des indemnités de chômage, sanctions contre les chômeurs refusant un emploi et relèvement de trois points de la TVA*». Mesures bien connues, reprises en chœur par tous les eurocrates et que nous avons déjà dénoncées à l'époque dans la GR¹. Et l'éditorialiste en ajoute une couche : «*Dix ans après, M. Schröder, écarté par les électeurs dès 2005, pavoise*». Il paraît que «*ses compatriotes voient en lui le prototype du gouvernant capable de sacrifier sa carrière politique pour servir les intérêts du pays*». Pas gonflé l'éditorialiste qui affirme «*que le nombre de chômeurs a chuté de 5 à 3 millions et que le nombre d'emplois est au plus haut depuis la réunification*» tout en reconnaissant que les inégalités se sont accrues, que la précarité et le travail partiel ont progressé et que plusieurs millions de salariés sont très mal payés.

C'est ça la victoire sur le chômage ?

C'est cet exemple que Hollande devrait suivre pour redresser l'emploi «*coûte que coûte*» ?

Non, merci !

RÉCONFORT

On trouve quand même quelques journalistes (mais peu nombreux) qui osent sortir de l'aveuglement europhile à tout prix. C'est notamment le cas de Guillaume Duval, rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*, qui vient de publier un ouvrage intitulé *Made in Germany*², dans lequel il démontre qu'il est ridicule d'évoquer continuellement le "modèle allemand" ou de qualifier Schröder de "réformateur clairvoyant". Comme l'écrit J.C. Guillebaud : «*Au bout du compte, c'est à la bêtise dominante, la nôtre, que nous renvoyent ces analyses. Comment le discours dominant peut-il, mois après mois, ensorceler le débat démocratique au point que se trouvent colportées, pieusement commentées des âneries aussi manifestes ? [...] Pourquoi voit-on si souvent à la télévision – chez Calvi ou ailleurs – d'infatigables "spécialistes" qui pontifient sur le modèle allemand ? Et presque toujours avec le souci d'admonester le téléspectateur français ?*»³.

En conclusion de sa chronique, Guillebaud écrit : «*Le vieux cantique sur le "modèle" est d'autant plus exaspérant qu'il est toujours idéologiquement orienté : pousser sans cesse les Français vers le "moins social". C'est à la fois très bête et très simple*».

FLEXIBILITÉ

On se rappelle qu'entre 2007 et 2010, le PIB de l'Irlande avait chuté de 15% et qu'après force référendums, les Irlandais avaient été contraints par

leur gouvernement à recourir aux plans de "sauvetage" de l'Union Européenne et du FMI. Aujourd'hui, après huit budgets d'austérité, il paraît que l'économie irlandaise s'est améliorée : sa croissance en 2012 a été voisine de 1% et les optimistes pensent qu'elle pourrait peut-être atteindre 1,8% en 2013. Du coup l'Irlande est considérée par les eurocrates comme un modèle que les pays de l'Europe du Sud devraient suivre. Les divers plans d'austérité ont en effet permis aux entreprises de réduire d'un quart le coût unitaire du travail depuis le début de la crise, de geler les salaires et de devenir ainsi flexibles et "compétitives". Mais s'il est vrai que les exportations des grandes multinationales ont progressé, cela ne suffit pas. Le taux de chômage dépasse 14% et de nombreux Irlandais croulent sous le poids des dettes contractées pour acheter, avant la crise, des biens immobiliers. Du coup, la demande intérieure a chuté de 26%. Ce qui n'empêche pas de nombreuses entreprises multinationales de continuer à s'installer en Irlande parce que l'immobilier s'est effondré avec pour effet de rendre les bureaux beaucoup moins chers, parce que les prestations sociales ont été réduites et que les impôts sur les sociétés ne sont que de 12,5% et même moins en faisant de "l'optimisation fiscale". Et, cerise sur le gâteau, la flexibilité de la main d'œuvre irlandaise ne s'est pratiquement pas accompagnée de révolte sociale.

Que voulez-vous de plus ?

ÉTATS-UNIS

- Le 31 mars vient d'entrer en vigueur aux États-Unis l'obligation pour les entreprises pharmaceutiques de communiquer annuellement au gouvernement les paiements effectués à des professionnels de santé.

En France, on n'en est pas encore là ! Des scandales comme celui du Médiateur sont donc toujours possibles.

- Selon un rapport de la Banque Centrale américaine (la Fed), le montant des prêts aux étudiants a triplé entre 2004 et 2012 et il atteint aujourd'hui 966 milliards de dollars. Durant la même période, le nombre d'étudiants ayant dû emprunter pour financer leurs études est passé de 21 à 39 millions. Ainsi depuis 2010, les études sont devenues la deuxième source d'endettement, derrière l'emprunt immobilier, mais devant le prêt automobile ou tout simplement les prêts à la consommation. Dans le même laps de temps, le montant moyen des emprunts des étudiants est passé de 15.000 à 25.000 dollars. Qui plus est, les emprunteurs ont de plus en plus de mal à respecter leurs échéances (20% des emprunteurs avaient en 2012 plus de 90 jours de retard). Selon le *Financial Times*, cela risque de saper la croissance économique du pays car la consommation intérieure représente environ 70% du produit intérieur brut.

Jean-Pierre MON

1

Lire
Ce modèle n'est pas le bon, dans GR 1138, (décembre 2012).

2

Made in Germany, éd. Seuil, 2013.

3

Pourquoi sommes-nous si bêtes, *Le Nouvel Observateur*, 7-13/2/2013.

S'appuyant sur son expérience, Jacques HAMON dresse objectivement le tableau de l'avenir qui s'annonce et décrit les mesures qui sont à prendre d'urgence.

La conclusion qui s'impose apparaît clairement : ces mesures sont incompatibles avec la logique capitaliste...



Quel avenir ?

par Jacques HAMON

Les résidents de la France et ceux de la Communauté Économique Européenne ont-ils encore un avenir ? La présente situation socio-économique y laisse beaucoup à désirer. La responsabilité de ce regrettable état des lieux est largement partagée entre de nombreux décideurs ayant généralement voulu bien faire, sans y réussir, au cours des trois ou quatre décennies passées.

En France, le chômage, toutes catégories confondues, a atteint un niveau anormalement élevé, insupportable : il frappe tout particulièrement les jeunes et, dans les départements d'outre-mer, leur taux de chômage frôle les 50% ; le taux de pauvreté s'accroît comme il ne l'avait jamais fait. Notre balance commerciale est d'autant plus durablement déséquilibrée que son montant correspond presque exactement aux importations d'énergies fossiles carbonées paraissant essentielles à notre économie. Notre budget, toutes catégories confondues, est en déficit croissant et c'est inquiétant. Ceci n'est pas dû au train de vie scandaleux des résidents français, dont une proportion croissante vit misérablement, pas plus qu'à une grande efficacité de notre lutte contre les émissions abusives de gaz à effet de serre. Se loger dans des locaux décents proches des lieux de travail, et ne constituant pas une passoire énergétique, reste difficile, d'où une périurbanisation entraînant des déplacements motorisés coûteux et de grandes pertes de temps, tandis que la généralisation des véhicules à moteur diesel cause de graves nuisances environnementales et sanitaires. La diminution apparente de nos émissions de gaz à effet de serre est un artefact si l'on tient compte des émissions associées à nos importations.

La situation française n'est pas exceptionnelle. C'est celle subie, avec des variantes nationales, par la majorité des résidents de la CEE. On doit même admettre que celle de la France est plus favorisée que la moyenne.

Il existe, depuis des décennies, une tendance très marquée à l'uniformisation de la pensée économique, tant mondiale que nationale, sous l'in-

fluence de groupes d'analyse et de conseils (les "think tanks") très influents, longtemps appuyés sur la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International. Cette tendance, en France, est renforcée par le fait que de nombreux cadres politiques sortent du moule de l'École Nationale d'Administration, et que le pantoufflage entre secteur public et secteur privé est très répandu.

La construction de la CEE puis, en son sein, celle de l'Eurogroupe, avec pour finalité ultime une fédération, ont été faites pour limiter les controverses et accélérer les évolutions, en négligeant délibérément quelques conditions essentielles à la bonne gestion, voire la survie, de ces entités qui sont :

- une harmonisation progressive, mais impérative, des fiscalités et lois sociales et environnementales, sans lesquelles la "concurrence libre et non faussée" au sein de la Communauté relève d'une mauvaise plaisanterie ;
- l'établissement d'un budget communautaire conséquent facilitant les harmonisations précitées, associé aux fiscalités nationales requises pour maintenir des services publics d'un excellent niveau dans tous les domaines ;
- des accords-cadres avec les autres pays du monde et un contrôle associé des échanges commerciaux pour limiter les tentatives externes de dumping ;
- une lutte efficace contre les paradis fiscaux ;
- l'uniformisation progressive de l'enseignement général et professionnel, et des modalités de gestion des ressources humaines au sein des entreprises et des services sociaux nationaux, pour que la mobilité des travailleurs au sein de la Communauté puisse se généraliser — ce qui pourrait impliquer l'enseignement prioritaire d'une langue de travail commune ;
- une gestion politique de la Banque Centrale Européenne, visant à favoriser l'emploi, et pas seulement la lutte contre l'inflation (il est curieux de noter que la BCE prête à taux très réduit aux grandes banques, alors que ces dernières prêtent aux États à des taux plus élevés, parfois beaucoup plus élevés) ;



- L'établissement rapide de dispositifs démocratiques de gestion de la CEE, et en son sein de l'Eurogroupe, tenant compte de la diversité démographique et politique des pays membres. En attendant une harmonisation fiscale et sociale, bien des pays de la Communauté, et même de l'Eurogroupe, font du dumping. Et les évadés fiscaux français, anciens comme nouveaux, font les manchettes des quotidiens. On se demande, en lisant ces textes, pourquoi la France, et bien d'autres pays, ne font pas comme les États-Unis qui exigent que tous leurs citoyens déclarent leurs revenus et payent leurs impôts correspondants aux États-Unis. Il ne s'agit pas là d'une figure de rhétorique : le délit en la matière peut atteindre pour les résidents une peine de prison à perpétuité, et pour les non-résidents, la perte de la nationalité. Si des institutions étrangères facilitent de telles fraudes, elles risquent de devoir payer des transactions de milliards de dollars pour éviter d'être définitivement exclues des marchés américains.

*

La crise économique mondiale, qui affecte tout particulièrement les pays industrialisés depuis 2001, a plusieurs causes, dont le coût croissant de l'accès à des matières premières essentielles et une distorsion du partage des bénéfices de la croissance entre le travail et le capital, qui accroît les inégalités sociales et pénalise les budgets nationaux. Les personnes ne pouvant pas faire face à leurs besoins essentiels (ou supposés l'être) ont été encouragées à faire appel au crédit - sans limites.

Lutter contre les gaspillages de toutes natures est essentiel, mais mener une politique d'austérité déraisonnée ne peut conduire qu'à une aggravation de la situation. On doit noter aussi que les gigantesques mouvements internationaux de capitaux, presque instantanés grâce à l'informatique, n'ont que dans 2 à 3% des cas des objectifs de production de biens ou de services, et dans 97 à 98%, des objectifs spéculatifs, cela ne paraît pas justifié.

Certaines recommandations des grandes institutions paraissent caricaturales. La Grèce a été incitée à sabrer dans toutes ses dépenses civiles, au point qu'une maladie disparue, comme le paludisme, fait sa réapparition. Mais ces institutions n'ont pas obligé la Grèce à imposer les deux catégories les plus riches du pays : l'église

orthodoxe, grand propriétaire terrien, et les armateurs. Par ailleurs ce pays paraît avoir un grand potentiel gazier et pétrolier dans la Mer Égée, mais, en le ruinant maintenant, il va privatiser d'autant plus facilement ces ressources énergétiques à bas prix...

Obtenir de façon durable de meilleurs taux de croissance économique au sein de la CEE pose problème si cela nécessite une plus grande consommation de matières premières essentielles, non renouvelables, alors que le présent partage de ces matières entre États est lourdement faussé au bénéfice des plus riches d'entre eux.

Une telle situation est tant moralement inacceptable que politiquement dangereuse.

Par ailleurs, la disponibilité de certains métaux et métalloïdes essentiels est trop limitée pour permettre aux pays les plus dynamiques de l'ex Tiers Monde d'accéder à notre niveau de vie, et aux plus pauvres d'entre eux d'obtenir les conditions d'existence de la France du XIXe siècle. Il semble que, mondialement, le taux moyen de croissance soit corrélé à celui de l'utilisation des énergies fossiles carbonées ; la disponibilité de ces dernières ne pouvant que décroître au fil des décennies, nous devons nous préparer à une décroissance qui sera d'autant plus marquée que les ressources essentielles seront moins mal partagées entre les États - et entre les individus.

Que cela nous plaise ou non, il faut nous préparer à un mode de vie plus frugal au sein de notre pays et de la Communauté, pour permettre à des centaines de millions d'autres êtres humains de, tout simplement, pouvoir vivre.

*

La présente crise économique a fait passer au second plan les problèmes environnementaux, et en particulier la lutte contre les émissions excessives de gaz à effet de serre. On parle beaucoup de la croissance durable, une croissance qui laisserait aux générations à venir des conditions similaires à celles que notre génération a trouvées. Il s'agit là d'un mythe, toute croissance consommant des biens irremplaçables et produisant des polluants persistants. Il va donc falloir nous accoutumer à vivre non seulement en équilibre avec notre environnement, mais en compensant, là où c'est possible, nos abus passés, et cela en quelques décennies dans un monde allant vers 9 à 10 milliards d'habitants

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

R. Labesse 37 - J. Touraine 7 - L. Verdelhan 7 - Mme Lechevrel 14 - Mme Chappond 47 - F. Albouy 2 - J. Llas 7 - . Total 121 euros. *Merci à tous !*

MERCI AUX ABONNÉS QUI, POUR NOUS ÉVITER DES FRAIS DE RAPPEL, OBSERVENT LA DATE D'ÉCHÉANCE DE LEUR ABONNEMENT : NOUS PRENONS SOIN DE L'INDIQUER SUR L'ÉTIQUETTE DE L'ENVELOPPE SOUS LAQUELLE ILS REÇOIVENT LEUR JOURNAL.

d'ici 2050. On parle d'éviter que la température moyenne terrestre augmente de plus de 2°C d'ici 2100, alors que les émissions de gaz à effet de serre sont trois fois plus élevées que celles que la Terre peut spontanément recycler, ce qui pourrait nous valoir dans le courant du siècle une augmentation de la température moyenne de 6°C et une montée du niveau de la mer de plus d'un mètre, peut-être plus, à la vitesse à laquelle les inlandsis glissent vers la mer, et y fondent. Cette élévation du niveau de la mer continuera pendant des siècles.

Nourrir décemment 9 à 10 milliards d'êtres humains dans un monde plus chaud, et plus sec là où l'aridité menace, ne sera pas facile. Une série d'études montrent la possibilité de ce faire, sous réserve de modifications drastiques des présentes approches. Une généralisation de la culture biologique, au sens strict de ce terme, conduirait à la famine, mais il va falloir mieux lutter contre prédateurs et pathogènes des cultures avec moins d'intrants chimiques (tout en les introduisant dans des agricultures du Tiers Monde qui n'en utilisent pas), et maintenir la fertilité des sols sans abuser d'apports d'engrais devenant rares. En un mot, redécouvrir l'agriculture de nos anciens et en généraliser la mise en œuvre optimisée à travers le monde. La mécanisation devra le plus souvent être remplacée par un emploi massif de main d'œuvre qualifiée; cela pourrait être relativement facile dans les pays les moins développés, mais posera problème dans les pays les plus industrialisés, dont la France.

Dans le cas particulier de notre pays, améliorer l'habitat, réduire massivement la consommation d'énergies fossiles carbonées, protéger ce qui reste de notre biodiversité, et assurer à chacun une bonne alimentation aussi peu carnée que raisonnable, paraît pour l'instant possible, sous réserve de revoir complètement nos priorités, tant personnelles que nationales. Il faudra des travailleurs bien formés et convenablement rémunérés, et des objectifs à court, moyen et long terme clairs, réalistes, et définis en commun.

Il faudra aussi des ressources financières, et c'est peut-être ce dernier facteur le moins défavorable. Une analyse rapide de nombreux documents récents, souvent officiels, montre l'existence d'abondantes ressources correspondant aux fraudes fiscales et sociales, aux niches fiscales sans réel intérêt socio-économique, à des dépenses militaires de prestige, au remboursement par la sécurité sociale de médicaments inefficaces, etc. Le total de ces avoirs éventuels atteint 200 milliards d'euros par an. Tous ne sont pas récu-

pérables, mais les ressources disponibles devraient largement excéder 100 milliards par an, sous réserve évidemment de disposer des fonctionnaires spécialisés dans les domaines concernés... ce qui, pour le moment, ne paraît plus être le cas.

Dans le cadre des économies énergétiques, beaucoup peut être attendu de la rénovation de l'habitat, avec l'énorme avantage que presque toutes les activités concernées prendront place en France, employant des résidents français.

De grandes économies sont aussi réalisables en réduisant les vitesses maximales autorisées et en remplaçant progressivement les véhicules en service par des modèles bien plus modestes voués à la circulation urbaine et périurbaine, équipés seulement de l'éclairage et du lave-glace, avec une consommation inférieure à 2 litres aux 100 (ou équivalent s'ils sont électriques), comme certains modèles mis en service au Japon.

Il faudrait revoir aussi les péages autoroutiers : une étude sur l'usure des voies de roulement a suggéré que, pour couvrir les frais d'entretien, les camions lourds devraient payer une taxe/km au moins dix fois plus élevée que les présents péages, ce qui pourrait relocaliser beaucoup de productions agricoles. Il faut noter aussi qu'à puissance égale, le diesel est très sous-taxé par rapport à l'essence, et que les exonérations fiscales concernant les carburants des avions et des bateaux n'ont aucune justification.

Nous vivons dans une société à la recherche du toujours plus, plus loin, plus vite, mais diverses analyses montrent que le taux de satisfaction des êtres humains atteint une asymptote bien avant la satisfaction du toujours plus, qui n'est d'ailleurs jamais atteinte. On peut donc, avec moins de ressources, vivre aussi bien qu'avec plusieurs fois plus. Les gaspillages de toute nature, dont alimentaire, sont consternants. De très nombreux matériels et équipements ont une durée de vie infiniment plus brève que ce qui pourrait être produit pour le même prix, et beaucoup ne sont pas réparables, ou le coût proposé pour réparer est prohibitif. Non seulement tout ceci doit changer, mais la conception même des produits doit en faciliter la déconstruction et le recyclage des composants.

Tout ceci peut conduire à des sociétés bien plus frugales, mais peut-être aussi plus conviviales. Mais, à moyen et long terme, la seule alternative sera un chaos meurtrier.

Ces réflexions s'appuient sur 69 références disponibles sur le site :
www.economiedistributive.fr



De la coopération

par François CHATEL

Instaurer une alternative à un capitalisme moribond, c'est comme vouloir sauver une épave qui dérive dangereusement : il faut s'assurer de l'existence et de la fiabilité des conditions nécessaires. Comment connaître aujourd'hui le niveau d'engagement altruiste dont est capable l'être humain ? Quelle est sa propension à participer activement à l'œuvre sociale ? Quel comportement coopératif peut-il offrir qui puisse aider à la mise en place et au développement d'une alternative au capitalisme telle l'économie distributive ?

Les choix individualistes sont aujourd'hui encouragés et gratifiés par le libéralisme, par ceux qui trouvent intérêt à maintenir les différences de classes qui sont garantes de leur domination. Un tel conditionnement ne forme-t-il qu'une couche superficielle dont il est aisé de se débarrasser ? Ou bien constitue-t-il désormais la nature de l'homme moderne ?

Le capitalisme, et sa dérive extrême qu'est le néolibéralisme, ont tellement harcelé les cerveaux de propagandes pour justifier leur authenticité et leur crédit, qu'il semble judicieux de faire le point. Essayons de "débroussailler" le chemin qui mène à la prise de confiance envers cette nouvelle voie. Cupidité, égoïsme et besoin de domination ont été présentés comme utiles à notre espèce, comme facultés d'adaptation créatrices de l'équilibre des échanges et de la circulation des richesses. Qu'en est-il vraiment de ces soi-disant vices innés de l'être humain ? Ne s'agit-il pas d'un subtil et ingénieux stratagème qui, soumis à l'épreuve du temps, s'est révélé totalement caduc ? C'est ce que soutient par exemple Karl Polanyi¹ : « une marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert ». Si le résultat s'avère désastreux et détermine l'abandon d'un tel système économique, l'argumentation qui tend à le justifier n'en demeure pas moins intacte dans les esprits. Dans la conversation courante, on voit combien la nature humaine a toujours mauvaise réputation : les pires accusations sont sans cesse proférées à son encontre². L'idée judéo-chrétienne selon laquelle chacun de nous hérite du péché originel a la peau dure. Elle affaiblit, elle étouffe toute révolte contre ce système inhumain : quel esprit sacrilège oserait remettre en question une punition divine... ? Que se passerait-il si après un printemps arabe survenait celui du monde occidental ?

Selon les philosophes et économistes libéraux des 18^e et 19^e siècles, qui servent encore de référence, c'est l'individualisme qui prévaudrait et une nouvelle société de classes verrait le jour, dominée par les plus aptes à s'adapter. Il suffirait donc de laisser faire, de laisser passer, pour qu'un nouvel "équilibre" s'instaure, proche de l'actuel.

Mais des anthropologues et des penseurs contemporains s'interrogent à propos du communisme primitif que les groupes humains ont connu pendant des dizaines de milliers d'années.

Et ils y voient l'avènement possible d'un monde convivial.

Si dans les temps reculés, l'humain possédait la capacité à donner avant de recevoir, en est-il encore capable aujourd'hui ? — Oui, parce que la supériorité de la coopération sur la compétition réside dans l'existence d'un élément économique essentiel qu'on peut appeler "abondance". Au sein d'un régime de rareté, la compétition s'avère probable et nécessiter une autorité suprême. Quand l'abondance est possible, le capitalisme mène au productivisme, donc au pillage des ressources, il est incapable de réaliser un partage équitable de l'abondance. C'est la coopération, basée sur la réciprocité, qui permet alors une juste répartition d'une production raisonnée.

L'abondance est la garantie, c'est la condition économique nécessaire à la mise en œuvre et à la fiabilité d'une telle nouvelle organisation sociale. C'est cette condition qui a manqué, par exemple, à l'instauration d'un véritable socialisme soviétique.

La réponse à la question « l'humain est-il naturellement individualiste ou bien altruiste ? » dépend donc des conditions politiques et économiques dans lesquelles sa faculté d'adaptation est appelée à s'exercer. L'homme est façonné par son milieu. La coopération, la solidarité, la convivialité dépendent de la culture. Des conditions politiques et économiques sont nécessaires pour que l'individu se sente suffisamment en confiance, suffisamment autonome et reconnu par le groupe dans lequel il vit. De la cohésion de celui-ci, donc de l'investissement de chacun, dépendent sa liberté et sa sécurité.

Dans les sociétés évoluées, la division des tâches est indispensable pour produire biens et services. Personne, malgré l'encouragement à l'individualisme, ne peut vivre seul ; personne ne peut subvenir à ses besoins essentiels sans l'apport des autres.

Alors comment concilier ceci avec la séparation entre revenu et travail, comme l'implique l'écono-

1

La grande transformation, Karl Polanyi éd. Tel, Gallimard, 1985.

2

Voir François Chatel, Nature humaine et agressivité» GR 1118

mie distributive ? Libéré de l'obligation de vendre son temps de vie contre l'accès à la consommation, qui voudra participer, qui offrira volontairement son temps à la communauté pour produire biens et services ? — Quand l'abondance est possible, la séparation entre sécurité matérielle et exercice d'une activité professionnelle le devient aussi. Avec l'abolition du salariat, l'activité n'est plus motivée par le besoin d'assurer sa sécurité matérielle, mais elle l'est par le besoin, pour chacun, d'y trouver son développement personnel, un enrichissement intellectuel, une gratification, etc... Or toutes ces motivations sont indispensables à son équilibre psychique, et c'est par cette recherche d'épanouissement personnel dans une activité choisie que l'abondance se trouve garantie.

La société, c'est-à-dire le groupe humain dans lequel vit tout individu, lui offre d'abord éducation, formation et santé. Puis les moyens de vivre libre, et d'acquérir, par son activité personnelle, le savoir faire, la reconnaissance, le prestige, voire la renommée. Bref, de parvenir à la réalisation de sa personne, de son autonomie intellectuelle, de grandir dans son humanité et de réaliser l'être

social qu'il est par naissance. En d'autres termes d'être reconnu, d'exister dans son individualité propre.

Réciproquement, par son activité, l'individu offre une partie de son temps et de ses compétences à la société, ce qui permet à celle-ci de vivre pour apporter cette même abondance à ses membres, et de progresser pour les générations futures.

Dans cet échange, dans ces dons réciproques, non quantifiables, non "marchands", l'individu découvre l'estime de soi, indispensable pour découvrir l'estime des autres. Car la singularité de chacun ne s'exprime ni ne se reconnaît en vivant "chacun pour soi", mais par l'expérience de la vie parmi ses semblables.

Cette réciprocité mettant en jeu la psychologie des rapports sociaux et des sentiments humains, génère ainsi de la force de cohésion et du ciment social. Savoir donner, recevoir et rendre, voilà un art qui donne toute sa valeur aux relations humaines, même si la base reste l'intérêt.

Afin d'appréhender la propension de l'être humain à coopérer, R.Axelrod et W.Hamilton³ ont eu recours au "dilemme du prisonnier", présenté à Princeton en 1950 par A.W. Tucker :

3
dans
The Evolution
of Cooperation
Science,
211, 1981.

LE DILEMME DU PRISONNIER

Avec un complice, vous avez fait un cambriolage et vous êtes tous deux interrogés par la police.

Faute de preuve, le procureur ne peut vous condamner que s'il obtient des aveux.

On vous isole de façon à ce que vous ne puissiez pas communiquer.

Et le marché suivant vous est proposé :

- Si seul l'un de vous deux avoue et dénonce son complice, il sera libéré, l'autre condamné à 5 ans;
- Si vous avouez tous les deux, vous serez tous les deux condamnés à 3 ans;
- Si aucun n'avoue, vous serez tous les deux condamnés à un an.

Dans l'ignorance de ce que décide votre complice, votre intérêt, rationnellement, est de le trahir en avouant. Et comme vous êtes tous les deux rationnels, le procureur obtient ainsi les aveux, il a gagné.

Chacun des deux acteurs a donc à choisir entre sa rationalité *individuelle*, qui lui dicte de dénoncer son complice, et la rationalité *collective* qui lui dicte de se taire.

Ce dilemme présente la situation la plus fréquente dans les interactions sociales : le conflit entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif. Il a fait l'objet d'un grand nombre d'investigations scientifiques. Il est utilisé dans la théorie économique, en politique, en sociologie, en anthropologie. Par exemple, deux entreprises leaders sur un marché ont souvent tendance à se livrer une concurrence sans merci (en termes de prix, de publicité, etc.) alors qu'une entente permettrait de limiter les coûts pour chacune d'entre elles.

L'intérêt immédiat pousse chacun à trahir, c'est-à-dire adopter un comportement individualiste.

Mais, que se passe-t-il si cette situation se répète plusieurs fois entre deux protagonistes, ce qui se produit souvent dans la vie courante ?

— Les travaux de Robert Axelrod, dans les années 1980, ont montré la supériorité, sur toutes les autres stratégies, de la stratégie dite de *coopération conditionnelle particulière*⁴. Souvent qualifiée de stratégie "donnant-donnant" (ou *tit-for-tat*), elle consiste à jouer la coopération lorsque l'autre joueur a lui-même coopéré, mais à ne plus coopérer dès que l'autre cesse de le faire.

- Si les adversaires ont peu de chances de se retrouver face-à-face, la trahison systématique est la meilleure stratégie.
- Si les adversaires vont jouer ensemble encore et encore, trahir systématiquement n'est pas du tout efficace, pas plus que collaborer systématiquement.

La meilleure stratégie consiste à opérer de la façon suivante : si, au cours d'une partie, un joueur trahit, son adversaire trahira lors de la partie suivante. Et ainsi de suite. De sorte que si un joueur coopère, son adversaire coopère lors de la partie suivante. Si deux joueurs appliquant cette stratégie se rencontrent, ils vont longtemps collaborer.

4
Cette stratégie
la plus efficace
a été découverte
en 1974 par le
philosophe et
psychologue
Anatol
Rapaport.

● ● ● On vit en société, on ne disparaît donc pas après ses mauvais coups. Il faut rejouer, et rejouer encore. La situation est alors toute autre, et Axelrod écrit : «*La coopération basée sur la réciprocité [tit for tat] peut démarrer dans un monde majoritairement non coopératif, elle peut se développer dans un environnement complexe et elle peut se défendre elle-même une fois qu'elle s'est répandue.*» Il démontre qu'une fois installée, la stratégie "tit for tat" ne peut pas être battue : être méchant peut d'abord sembler prometteur, mais, sur la durée, cette stratégie détruit l'environnement qui lui permet de réussir.

5

A Neural Basis for Social Cooperation, Rilling J., Gutman D., Zeh T., Pagnoni G., Berns G. et Kilts C., Neuron, 35, 395-405, [2002]

Nash en déduit que le dilemme fournit un contre-exemple incontournable au mythe de la "main invisible" du marché.

Le dilemme du prisonnier est souvent donné comme exemple pour montrer que la libre concurrence ne conduit pas forcément au résultat optimal.

Elle ne maximise même pas la somme des gains de tous les joueurs !

Dans les villages isolés, la grande proximité des individus favorise la coopération.

Dans les sociétés plus vastes, l'étranger pourrait survenir, trahir (c'est-à-dire profiter) et partir, mais les moyens actuels de communications rendent les étrangers moins étrangers.

À l'avenir, ils favoriseront la coopération à une échelle que l'humanité n'a jamais connue.

Cette étude montre combien, plongé dans un milieu où les relations sont suivies, l'être humain est porté à coopérer. Même en supposant que l'individu soit mu par son intérêt personnel, il n'empêche que s'il cherche à optimiser son projet, la coopération s'avère la stratégie la plus favorable. «*Ainsi, la société humaine devrait, par les seules forces de la rationalité individuelle de ses membres, tendre vers la coopération ! On pourra finalement faire remarquer que les recherches récentes en neurosciences tendent à confirmer l'idée que l'homme a été programmé génétiquement, au cours de l'évolution de l'espèce, pour coopérer avec ses congénères*⁵».

Donc si le salariat était aboli, chacun aurait intérêt à entretenir de bonnes relations, à s'assurer une bonne réputation pour que les autres coopèrent avec lui. En économie distributive, la promotion de la coopération spontanée est donc primordiale, elle permet à l'individu d'avoir un environnement relationnel favorable qui lui apporte accueil, savoir, sécurité, liberté, reconnaissance, estime et, pourquoi pas, renommée.

Selon Peter Singer et Henri Laborit, toute société augmente ses chances d'atteindre ses objectifs sociaux et économiques quand elle intègre une vision scientifique de la nature humaine. Pour cela, il faut considérer que la

"coopération" est, elle aussi, un fait naturel, que la théorie darwinienne de l'évolution ne contredit pas. Contrairement aux darwinistes sociaux qui n'admettaient que la concurrence comme processus naturel.

C'est surtout Patrick Tort⁶, qui soutient l'idée que «*par le biais des instincts sociaux et de l'accroissement des capacités rationnelles, la sélection naturelle sélectionne la civilisation qui s'oppose à la sélection naturelle*».

Dans une chronique publiée en 2008, Michel Onfray se réfère à *La descendance de l'homme et la sélection naturelle*, un livre de Darwin dans lequel, au contraire de *L'origine des espèces*, il est question de l'homme en tant qu'être moral, naturellement et génétiquement. En effet, seul parmi les mammifères, il dispose d'un sens moral inné par lequel il juge ses actes, puis les condamne ou les approuve en fonction de leur utilité pour la vie et la survie de l'espèce. «*La coopération humaine doit pourtant pouvoir s'expliquer dans le cadre de la théorie de l'évolution puisque cette aptitude fait partie de notre héritage phylogénétique. En effet, cette coopération a des bases neuronales (King-Casas et al. 2008) et hormonales (Bos et al. 2010)*» et «*Il y a donc incontestablement chez Homo sapiens... une aptitude exceptionnelle à la coopération, bien au-delà de la parenté et du groupe d'appartenance... S'il devait y avoir un seul principe dominant représentant la nature humaine dans cette argumentation, ce devrait être le plus certainement la coopération*⁷». Pour cette raison, il existe donc chez l'homme des tendances instinctives à la sympathie et à l'entraide qui visent le perfectionnement de l'espèce. Michel Onfray conclut : «*enseignons donc le Darwin qui célèbre l'humanité du mammifère susceptible de solidarité, naturellement doué pour l'entraide, capable d'éducation mutuelle, porteur d'un sens inné de la république (au sens étymologique : de la chose publique)*⁸».

La religion chrétienne a instauré l'individualisme par la notion du péché, de la responsabilité individuelle. L'Église, seule intermédiaire déclarée entre l'individu et Dieu, a remplacé la communauté dans la recherche de la reconnaissance. Peu à peu, c'est l'État qui a hérité du pouvoir de reconnaissance et de punition, pouvoir qu'il partage aujourd'hui avec l'entreprise privée. Ainsi chacun recherche la reconnaissance du pouvoir ou du système. C'est une manière de perdre un lien avec les autres, alors qu'en réalité nous leur devons tout...

Ne pas chercher la reconnaissance des autres, c'est détruire les rapports sociaux.

L'exemple "du dilemme du prisonnier" montre qu'à l'aide de la stratégie "CRP" (= coopération - réciprocité - pardon) un équilibre optimal est trouvé entre les intérêts individuels et les intérêts collectifs. Un système qui privilégie les

6

spécialiste de l'œuvre de Darwin, notamment à travers deux ouvrages, le premier : *La Pensée hiérarchique et l'Évolution* publié en 1983 et le second, *L'Effet Darwin*, publié en 2008.

7

Pourquoi coopérer, Joël Candau, Université de Nice Sophia Antipolis, Laboratoire d'anthropologie et de sociologie, "Mémoire, Identité et Cognition sociale" (Lasmic)

8

Pour une gauche darwinienne, La chronique mensuelle de Michel Onfray N° 34 - mars 2008.

échanges par le don/contre-don (et sur lequel les humains ont pendant très longtemps fonctionné) est à même de transformer le travail en service rendu au groupe social. Chacun donne de son temps et de sa personne pour une activité choisie, et, en contre-partie, la société lui assure tout un processus lié à la gratification et à la reconnaissance. L'activité professionnelle est ainsi incluse dans un système de réciprocité, basé sur la personne, et déconnecté de toute recherche de sécurité matérielle puisqu'en économie distributive celle-ci est assurée par le revenu garanti. Vouloir toutes les chances de réussite à une nou-

velle société, s'assurer de la coopération de tous, c'est donc avant tout donner ce pouvoir d'estime, de reconnaissance, de renommée, ni à l'État⁹, ni à l'entreprise privée, mais à l'environnement relationnel de chacun, au groupe social auquel l'individu aura choisi d'appartenir pour mener à bien un projet.

Dans un excellent article sur la coopération¹⁰, Michel Cornu présente son expérience sur le sujet. Il y énumère les risques de déviations, fait les recommandations et présente les règles de réussite.

En voici quelques extraits :

9

Voir
L'État est-il
indispensable?",
GR1136.

10

extraits de
La coopération,
par Michel
Cornu,
Nouvelles
approches,
Version 1.2
24 /12/2004.

«Chacun sera poussé non par contrainte ou par altruisme, mais parce que, par exemple, l'environnement fait que son intérêt propre rejoint l'intérêt du groupe.»

Il s'agit ici de l'application aux relations sociales du dilemme du prisonnier réitéré à l'infini, par lequel même le plus individualiste mesure son intérêt à coopérer afin de se trouver parmi les gagnants.

«La réconciliation de l'intérêt individuel et collectif est favorisée par :

- *Un environnement d'abondance qui permet une économie du don et provoque des mécanismes de contrepartie collectifs.*

- *La mise en place d'une communauté qui multiplie les interactions entre ses membres et qui s'instaure pour durer.*

- *Une nouvelle façon d'évaluer les résultats a posteriori qui implique l'ensemble de la communauté.*

Lorsque monnayer un bien n'a plus de sens car il est abondant et facile à trouver, et lorsqu'on a satisfait ses besoins minimaux de survie, la seule chose qu'on puisse encore rechercher est l'estime de la communauté. Le fait que la contrepartie du don passe par l'ensemble des autres personnes aide à faire converger les intérêts individuels et collectifs.

L'un des éléments clés qui favorise le basculement d'une économie d'échange vers une économie du don est le passage de la pénurie à l'abondance. L'abondance signifie que les acteurs ont résolu leurs besoins de sécurité et qu'ils recherchent autre chose, par exemple la reconnaissance.»

«Le sentiment d'appartenance et l'existence de particularités spécifiques au groupe sont indispensables pour qu'une communauté existe. Mais elle ne peut s'enrichir qu'en restant ouverte sur l'extérieur.

Il existe deux critères qui favorisent l'ouverture du groupe vers l'extérieur :

- *Chaque participant doit pouvoir en sortir à tout moment.*

- *L'appartenance à d'autres groupes doit être autorisée et même encouragée pour enrichir le groupe au travers de ces liaisons informelles.*

Il existe des règles du don qui, si elles ne sont pas respectées, conduisent à des déviations :

- *1. L'abondance doit être préservée et bien répartie pour éviter le retour à une économie de la consommation.*

- *2. L'évaluation doit être globale et décentralisée pour ne pas qu'un don particulier serve à écraser l'autre.*

- *3. Donner à chacun une vision à long terme pour permettre le développement de comportements du type CRP (coopération - réciprocité - pardon)*

- *4. Développer un historique pour préserver l'héritage commun pour éviter les "retours à zéro"*

- *5. Permettre à tous de sortir à tout moment et encourager l'appartenance à d'autres groupes pour éviter la sectarisation d'un groupe fermé.*

L'abandon total du pouvoir coercitif donné par le titre hiérarchique ou le contrat d'engagement est remplacé par l'incitation à coopérer par les résultats et l'estime obtenus.

Notre image du fainéant est celle d'une personne qui ne fait rien. Notre image d'une personne efficace est celle de quelqu'un qui fait de nombreuses choses. Le langage commun est assez pauvre pour décrire quelqu'un qui fait le minimum de choses ayant le maximum d'impact et sait conserver du temps pour de nouvelles opportunités. ...il vaut mieux autant que possible que chacun puisse choisir son rôle, cherchant alors à s'investir dans les fonctions non ou mal remplies pour "trouver sa place", plutôt que d'affecter des rôles à l'avance».

Le milieu éducatif, l'environnement social, la sollicitation des pairs, l'encouragement et l'apprentissage du succès, la relation de confiance réciproque, participent à la réussite du projet.

Si la société démocratique se pose comme une représentation de la volonté du peuple, la participation et le rôle de chacun ne peuvent correspondre qu'à un choix individuel libre.

Une coopération entre société et individu permettra d'accompagner chacun à trouver son rôle

gratifiant. Le temps consacré au travail choisi, considéré désormais comme un moyen d'épanouissement et de réalisation de son être, relève de la liberté de chacun, puisque ce travail est devenu une activité gratifiante.

En retour, c'est à la société de protéger ce libre choix et d'assurer cette gratification.

Ainsi chacun se trouve récompensé, rémunéré par l'exercice de sa liberté, par le bénéfice d'une formation appropriée et par l'exercice d'une pro-

- ● ● fession gratifiante, favorable à sa réalisation personnelle.

L'engagement à exercer une profession tient à la fois de la réalisation personnelle, d'une marque de reconnaissance envers l'environnement social et éducatif auquel chacun doit tout, et de la qualité de l'accueil accordé à chacun par ce groupe social.

D'un côté, l'individu autonome a conscience de son intérêt et de ses besoins envers la société pour maintenir et même améliorer son Être, alors que la société connaît son intérêt et ses

besoins envers l'individu pour maintenir sa situation et même l'améliorer.

La réciprocité s'exerce en toute égalité et sans contrainte.

Cet échange fructueux permet aux individus d'acquérir la liberté et l'autonomie, et au groupe d'y gagner cohésion et équilibre en se protégeant de tout pouvoir coercitif.

Selon F. Lordon : «Être autant que possible utile aux autres pour l'unique et bonne raison d'être le plus utile à soi, telle est la perspective éthique de la philosophie spinoziste».

«La décision de passage à l'acte pour coopérer à un projet se fait de façon brutale, tel un basculement. Elle se réalise lorsque la somme de toutes les incitations dépasse un certain seuil (le neurone dans le cerveau humain fonctionne d'ailleurs de cette façon). La transformation d'un membre passif en contributeur actif dépend donc à la fois des différentes incitations et de la hauteur du seuil, de la motivation par la reconnaissance, le plaisir et l'acquisition de savoir-faire.

Les personnes passent à l'acte grâce à l'estimation des gains qu'elles peuvent attendre du don de leur temps et de leur personne. Ils sont de trois ordres :

1• Le savoir-faire : toute participation à un projet doit permettre d'acquérir des savoir-faire dans les domaines opérationnels où nous nous impliquons.

2• Le plaisir : dans les projets coopératifs, le plaisir n'est plus apporté indirectement grâce aux gains en argent, mais directe-

ment par le projet lui-même, par l'exercice d'une passion, d'une vocation. Il agit comme un moteur pour susciter l'implication qui est une des clés de la réussite de tout projet.

3• La reconnaissance : elle apporte par ricochet plusieurs avantages :

- Un moyen très efficace pour attirer la coopération des autres dans les projets proposés.

- La satisfaction du besoin de reconnaissance que nous avons tous.

- L'acquisition possible de l'estime et de la renommée qui vont permettre de susciter des engagements et des vocations à l'origine d'élargissement et d'évolution des projets.

Les six règles de la contrepartie au sein d'une communauté fonctionnelle s'énoncent ainsi :

1. L'estime, qui est une des principales contreparties, doit être apportée de façon globale par l'ensemble de la communauté et non par la décision d'une personne;

2. La contrepartie doit être obtenue a posteriori (par exemple l'estime acquise par les résultats obtenus) et non a priori (telle que la nomination à un titre);

3. L'amélioration ou la diminution de l'estime doit être un processus continu. Chacun récolte l'estime qu'il mérite. Faire circuler l'information sur les réalisations de chacun, conserver un historique des réalisations, sont des moyens efficaces de faciliter l'autorégulation par l'estime;

4. L'évaluation ne doit pas se faire uniquement en fonction de critères objectifs mesurables, elle doit prendre en compte les ressentis subjectifs de chacun;

5. Le rôle du manager n'est pas de reconnaître seul le travail de chacun mais de favoriser les mécanismes de contrepartie collectifs (estime, plaisir, acquisition de savoir-faire);

6. Il faut être attentif à ce que la contrepartie ne soit pas demandée, mais reçue»¹¹.

L'absence de crainte à propos de l'engagement de chacun à coopérer va permettre de séparer définitivement d'une part l'œuvre humaine et de l'autre la sécurité matérielle, la consommation. Le revenu universel garanti est totalement détaché des relations humaines, de l'exercice réciproque du don/contre-don en vigueur au sein du groupe social.

La seule différence avec les sociétés ancestrales vient du fait que l'abondance venait d'une nature providentielle, alors qu'elle sera demain la conséquence de la réussite de l'organisation sociale.

Mieux la coopération sera assurée, meilleurs seront les résultats productifs, et ils seront bien mieux adaptés à ce que peut fournir un système prônant l'individualisme et la compétition.

Les études sociologiques et économiques le garantissent.

La substitution d'une monnaie non "fructifiable" à la monnaie capitaliste empêche la formation des inégalités qui sont responsables de la prise de pouvoir et de la confiscation des libertés. Afin d'empêcher ce processus déstabilisateur de l'équilibre du groupe, certaines sociétés primitives avaient recours à la fête pour qu'y soient dépensés les surplus créateurs de différences sociales. Chaque membre du groupe apportait ses réserves et la fête se poursuivait jusqu'à leur épuisement.

La caducité de la monnaie, après un certain délai fixé par la société, est un procédé similaire qui permettrait, si besoin, de remettre les pendules à zéro.

Se pourrait-il qu'il y ait une relation entre la conception de la famille dans les sociétés paysannes traditionnelles et la façon de penser en politique ? Que, par exemple, dans un pays où les enfants mariés restent vivre sous le toit familial, une dictature a bien plus de chances qu'ailleurs de s'établir ?

C'est en substance la thèse soutenue par Emmanuel Todd, et que NICOLAS KACZMAREK nous présente ¹:

¹ Une version longue de cet exposé peut être écoutée sur le site de l'Université populaire du 78 d'attac 78 : <http://www.up78.org/?p=33>

Le rôle des structures familiales

UNE VARIABLE MÉCONNUE DE L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

Dans ses travaux d'anthropologie, l'historien Emmanuel Todd a décrit la répartition géographique des structures familiales, c'est-à-dire les agencements des rapports hommes-femmes et parents-enfants. Il cherche à en déduire le rôle fondamental qu'elles jouent dans l'histoire de l'humanité.



Emmanuel Todd, historien, anthropologue, démographe, sociologue et essayiste...

Pour lui, à chaque structure familiale correspond une prédisposition à l'alphabétisation, qui détermine les décalages de développement humain, et un attachement particulier aux valeurs d'autorité ou de liberté d'un côté, et d'égalité ou d'inégalité de l'autre, ce qui pourrait expliquer la diversité politique et idéologique du monde depuis le XVIII^e siècle.

LA STRUCTURE FAMILIALE

Emmanuel Todd a passé sa thèse de doctorat d'histoire, en 1976, sur les communautés paysannes françaises, italiennes et suédoises dans l'Europe pré-industrielle. Ce qui l'a mené à s'intéresser à l'organisation familiale de ces communautés. Et à y constater une grande diversité. Cette organisation qu'on appelle *la structure familiale* va se révéler un élément essentiel pour comprendre le destin de ces communautés et plus largement celui des sociétés industrielles qui naissent au XIX^e siècle.

On peut classer les structures familiales des sociétés paysannes traditionnelles en trois catégories² :

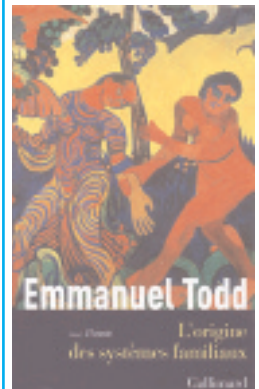
- les sociétés de *famille nucléaire*, qui comportent majoritairement en leur sein des foyers regroupant un père, une mère et leurs enfants. Quand ils se marient les enfants quittent le foyer parental pour former un nouveau foyer ;
- les sociétés de *famille souche* ou de *famille verticale*, où majoritairement les foyers regroupent un père, une mère, le fils aîné avec sa femme et ses enfants (trois générations cohabitent donc sous le même toit), tandis que les cadets, filles ou garçons, sont exclus du foyer à l'âge adulte ;
- les sociétés de *famille communautaire*, ou *famille élargie*, où cette fois tous les enfants adultes mariés restent vivre sous le toit de leurs parents avec leurs propres enfants.

Dans *L'Enfance du monde*³, Emmanuel Todd expose que la structure familiale est une variable importante dans le déclenchement, depuis le XVI^e siècle, d'une vague d'alphabétisation en Europe. Ce sont dans les pays de famille souche (Suède, Allemagne, Écosse, Norvège...) que l'alphabétisation est la plus précoce. Todd l'explique par la forte autorité parentale et le relativement bon statut des femmes qui caractérisent la famille souche et qui favoriseraient la transmission culturelle, donc l'alphabétisation. Parce que cette alphabétisation est le point de départ d'un cercle vertueux de "modernisation", qui se compose d'une chute de la pratique religieuse, puis d'une chute de la mortalité, puis de la natalité, et enfin d'un essor économique, on peut expliquer les écarts actuels de développement humain par les inégalités de potentiel éducatif des différentes structures familiales.

SOCIÉTÉ MODERNISÉE, SOCIÉTÉ DÉBOUSSOLÉE

Mais il est à noter que, pour Emmanuel Todd, la diversité des structures familiales implique une diversité de niveau de développement humain *aujourd'hui*, mais que cette diversité n'est qu'un décalage dans le temps, car il avance que toutes les civilisations marchent dans le même sens, celui de cette "modernisation". Il a développé cette idée dans *Le rendez-vous des civilisations*⁴,

² Pour une liste affinée des structures familiales, voir :



L'origine des systèmes familiaux.
Tome I. L'Eurasie,
éd. Gallimard, 2011

³ *L'Enfance du monde. Structures familiales et développement* 1984, in *La Diversité du monde*, Seuil, 1999.

⁴ *Le rendez-vous des civilisations*, in *La République des idées*, Seuil, 2007.

● ● ● rédigé en 2007 avec Youssef Courbage, ouvrage qui se veut une réfutation de la thèse de l'américain Samuel Huntington sur le choc des civilisations. Pour les auteurs, toutes les sociétés finissent par connaître les mêmes mutations sociales décrites ci-dessus, elles finissent toutes, ou finiront toutes, par connaître un bouleversement politique c'est-à-dire une "révolution". En effet, ces mutations sociales sont le signe d'une révolution mentale et culturelle qui produit une société déboussolée. Le passage à une alphabétisation de masse (en 1730 dans le bassin parisien, en 1900 en Russie, dans les années 1960 en Tunisie et en Égypte) représente une remise en cause du principe d'autorité, les fils sachant lire mais pas leurs pères.

La chute de la fécondité, quant à elle, a pour préalable une baisse de l'influence de la religion sur la vie des humains, ce qui permet une montée en puissance, comme substitut, de l'idéologie politique. Cette chute de la fécondité traduit également une maîtrise, par les femmes, de leur fécondité, et donc une modification du rapport homme-femme dans le couple. Enfin cette chute traduit également le fait que de nombreuses familles renoncent à avoir un garçon, en dessous de 3 enfants par femme, la proportion de famille sans garçon devenant importante.

Cette société est d'autant plus déboussolée que le processus d'industrialisation, qui pour E. Todd découle de ces mutations sociales, fait exploser ces structures familiales traditionnelles et jettent les humains dans l'individualisme de la vie urbaine.

LA CRISTALLISATION IDÉOLOGIQUE DES VALEURS FAMILIALES

Dans cette phase de bouleversement, les individus vont reproduire les rapports humains familiaux qui viennent de disparaître dans les rapports sociaux. On est là au cœur de l'originalité des travaux d'E. Todd qui, prolongeant les travaux de Frédéric Le Play⁵, veut démontrer que les "révolutions" sont des moments chaotiques où les sociétés vivent une crise de transition vers la modernité, et que le contenu de ces révolutions est directement influencé par les valeurs portées par les structures familiales paysannes qui sont en voie de disparition.

Autrement dit, lors de crises politiques, qui sont le résultat de la disparition d'un monde traditionnel analphabète, très pieux, à fortes mortalité et natalité, le système familial est transposé en idéologie, c'est-à-dire en une conception des rapports sociaux, les rapports entre humains qui ne se connaissent pas. Cette idéologie est transposée dans une version extrême lors d'une phase de transition, avant de s'exprimer de manière plus édulcorée dans une phase de stabilisation (voir le schéma contre).

Dans *La Troisième Planète*⁶, E. Todd présente un panorama mondial de la répartition des structures familiales traditionnelles au moment de leur disparition⁷. Disparition qui commence au XVIIIe siècle en France et dans la plupart des pays riches actuels, qui s'achève aujourd'hui dans le monde arabe, et qui commence juste en Afrique.

Ceci permet de représenter une carte du monde des structures familiales et d'expliquer la communauté de destin politique qui touche des peuples aussi éloignés géographiquement que l'Allemagne et le Japon d'un côté, ou Cuba et la Russie de l'autre, que tout rapproche en réalité anthropologiquement.

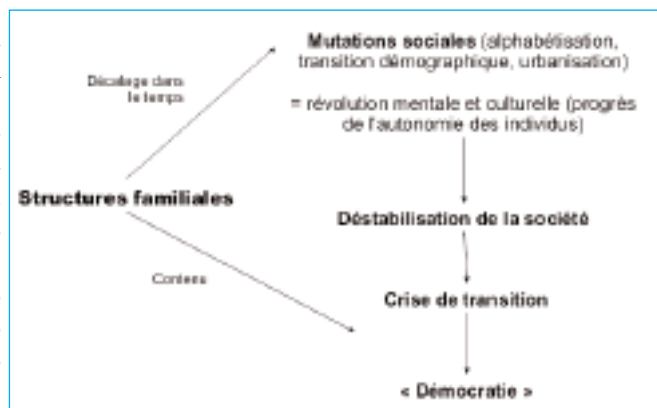
TYPOLOGIE FAMILIALE ET POLITIQUE

Todd démontre que la *famille communautaire exogame* (=qui interdit le mariage entre cousins) est porteuse de valeurs d'autorité parentale et d'égalité entre frères (mais d'infériorité des sœurs, donc des femmes). Ces valeurs les prédisposent à connaître une révolution communiste dont l'idéologie est justement porteuse de telles valeurs d'autorité (du parti, de l'État) et d'égalité (des travailleurs). On retrouve en effet cette forme familiale en Russie, Chine, Vietnam, Cuba et dans des régions où le vote communiste a été longtemps fort : Italie centrale, sud du Portugal, nord du Massif central en France.

La *famille communautaire endogame*, caractéristique du monde arabe (surnommée pour cela "famille arabe" par les anthropologues) connaît au contraire un fort pourcentage d'endogamie (c'est-à-dire de mariages entre cousins), ce qui produit un univers familial refermé sur lui-même. Conséquence idéologique : la difficulté d'édification d'un État : l'État est rendu inutile parce que la solidarité familiale se charge d'assurer la protection des personnes.

Ce serait en vertu de ce phénomène que cette structure familiale a produit en son sein une religion sans clergé : l'islam⁸.

La *famille souche* se caractérise par ses valeurs d'autorité parentale et d'inégalité entre frères et sœurs (seul l'aîné hérite des parents). Dans la crise de transition politique, ces valeurs vont



5 Le sociologue Frédéric Le Play (1806-1882), a étudié les racines de la Révolution française (dont il réprouvait les idéaux) à partir de l'étude des structures familiales paysannes de la France du XIXe siècle.

6 *La Troisième Planète. Structures familiales et systèmes idéologiques*, 1983, in *La Diversité du monde*, Seuil, 1999.

7 Pour une explication sur l'origine, la diffusion et la répartition de la diversité des structures familiales depuis le néolithique en Eurasie, voir *L'Origine des systèmes familiaux*, op. cit.

8 Mais c'est justement la chute récente de ce taux d'endogamie dans certains pays arabes qui, pour Todd, expliquent le déclenchement des "révolutions arabes", voir *Allah n'y est pour rien ! : Sur les révolutions arabes et quelques autres*, arrêtsurimages.net, 2011.

produire une idéologie qui met en avant la hiérarchie et la stratification sociale et raciale selon le principe : «*si les frères ne sont pas égaux, les humains ne le sont pas et les peuples non plus*». Quand la famille souche est implantée dans de petites régions au sein de plus vastes États-nations, elle favorise le particularisme : les Basques, les Catalans, les Flamands, les Alsaciens... Mais quand cette famille souche est majoritaire à l'échelle d'un pays entier, elle provoque un idéal du "peuple supérieur". Todd y voit une explication du nazisme allemand ou du militarisme japonais des années 1930, expressions paroxystiques des valeurs d'autorité et d'inégalité de la famille souche. Ces valeurs s'incarnent ensuite sous une version apaisée dans des formes politiques comme la social-démocratie allemande qui se caractérise par une acceptation des inégalités, vues comme naturelles, et recherchant plutôt un consensus typique du principe de cogestion allemande.

La *famille nucléaire absolue* est une forme de famille nucléaire où les règles d'héritage sont aléatoires et où se pratique l'usage du testament. On la trouve surtout dans le monde anglo-saxon. Elle se caractérise par un principe de non-égalité entre enfants, l'héritage se fait selon le bon vouloir des parents qui considèrent leurs enfants comme différents les uns des autres. Ce principe mène à considérer les autres peuples comme différents, et à promouvoir à l'extérieur, par exemple lors de la colonisation, une politique d'apartheid (vis-à-vis des noirs, des indiens...) et à l'intérieur, à accepter le multiculturalisme comme organisation de communautés cohabitant les unes à côtés des autres, sans fusionner. Le deuxième principe très prégnant dans le monde anglo-saxon est celui de "liberté" qui débouche sur un individualisme très enraciné et qui implique une culture anti-État, ce dernier étant vu comme une menace pour les droits de l'individu.

LA DIVERSITÉ DE LA FRANCE

Enfin, la *famille nucléaire égalitaire* qui implique un héritage strictement égal entre les enfants, est la forme familiale qui conduit à une modernisation politique au nom des valeurs de liberté et d'égalité. Cette forme était présente dans le bassin parisien quand il fut le foyer de la Révolution française, épisode historique qui, pour E. Todd, n'est autre que la crise de transition de la France. Cette Révolution porte le principe d'universalisme des droits de l'Homme car elle considère tous les peuples comme égaux, tout comme la famille nucléaire égalitaire considèrerait les enfants comme égaux. Cet universalisme a agi aussi au moment de la colonisation française, qui a été

réalisée au nom d'une "mission civilisatrice" qui proclamait, pourrait-on dire avec ironie, que si tous les peuples sont égaux, tous méritent de devenir français.

Nous avons là également l'origine de l'attachement français au principe "d'égalité des chances" : les citoyens doivent tous partir dans la vie avec les mêmes armes, comme les frères et sœurs partaient tous avec la même part de l'héritage parental, chacun ensuite évoluant selon son mérite personnel.

Mais ce qui caractérise la France, c'est la diversité régionale de ses structures familiales : la périphérie française est marquée par des formes de famille souche dans le sud-ouest, le nord et l'est, de famille nucléaire absolue dans l'ouest, et de famille communautaire dans le sud-est et le nord du Massif central. C'est cette diversité qui peut expliquer l'instabilité politique française au XIXe siècle. Elle finira par s'apaiser au cours de la IIIème République, en réalisant une synthèse entre individualisme égalitaire et discipline, où l'État et la langue française agiront comme éléments d'unification de cette France diverse⁹.

Allant plus loin, E. Todd émet l'hypothèse que c'est parce que la France n'a pas d'unité anthropologique qu'elle peut intégrer n'importe qui. Dans *Le destin des immigrés*¹⁰, consacré à l'étude de l'intégration des immigrés dans les pays occidentaux, il démontre la capacité française d'assimilation, soulignant notamment le fort taux de mariage mixte (entre immigrés et natifs français) qui caractérise la France, surtout en comparaison de pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou l'Allemagne.

*

À l'heure du bouleversement de la famille et de la globalisation, on pourrait croire que cette grille d'analyse perd de sa pertinence. Pourtant, dans ses ouvrages ou prises de position récents, Emmanuel Todd démontre que demeure une diversité d'appréhension de l'économie et de la politique selon les peuples qui peut s'expliquer pas des restes de ces structures de pensée héritées des structures familiales traditionnelles. Citons comme exemple la dichotomie au sein de l'UE entre une Europe du nord, attachée à la discipline budgétaire (discipline héritière du principe d'autorité de la famille souche), et une Europe du sud, plus attachée à la consommation et la création de profit à court terme avec pour résultat une balance commerciale négative, découlant des valeurs de la famille nucléaire qui favorisent la satisfaction à court terme de l'individu.

Autant de pistes d'analyse utiles pour penser le monde d'aujourd'hui.

Nicolas KACZMAREK

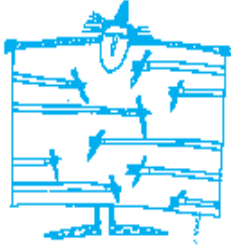
9

Pour une étude de l'impact de cette diversité ancienne sur la France d'aujourd'hui, voir *Le mystère français*, le dernier ouvrage d'Emmanuel Todd avec Hervé Le Bras, éd Seuil, *La République des idées*, mars 2013.

10



Le destin des immigrés, Seuil, 1994.



|| Nous adressant la critique suivante, un fidèle lecteur définissait ainsi l'objet de son courriel : «*Mariage pour tous*» (ou «*des enfants pour les homos*»). Il réagissait à l'article de GUY EVRARD dans la GR 1140 de mars, qui, en réalité, était intitulé : *Approfondir l'égalité* :

La Grande Relève se fourvoie

Voilà que la GR se fourvoie, à l'instar du gouvernement dans un sujet délicat. On se demande, à la lecture de ces réflexions si ce gouvernement et son président les avaient assimilées avant de se lancer tête baissée comme ils l'ont fait.

En tous cas le sujet avait-il sa place (et sur 7 pages !) dans la GR ? Je n'en suis pas sûr.

On remarque que les auteurs en profitent pour glisser subrepticement quelques unes de leurs «vérités» :

Guy Evrard :

page 8 : «le couple homme-femme, plus tard **rigidifié** par le lien du mariage sous la pression **religieuse**»...

page 10 : «refuser l'Alliance civile que la **droite** proposait» (alors qu'il n'y a pas qu'elle)...

Je me demande aussi s'il ne fallait pas éviter de reprendre des formules comme celle de F. Héritier

page 10 : «l'instauration de la **nécessité** exogamique et de la **valence différentielle** des sexes»...

Ce genre de vocabulaire n'a rien de lumineux pour éclairer le débat.

Je pense que le fond de la question se trouve simplement dans **l'attitude d'une humanité qui prétend ou non pouvoir s'affranchir de ses limites** (ici face à la différence sexuelle)... un peu comme elle le fait dans d'autres domaines comme face aux limites environnementales, aveuglée par la «liberté d'entreprendre».

Puisqu'on y est, ci-joint quelques autres réflexions...qu'il ne me serait pas venu à l'esprit d'envoyer autrement.

Je renouvelle quand même mon abonnement... avec un peu de réticence.

G.G., La Tronche

Les pièces jointes par notre lecteur à son courriel étaient :

- "Mariage homosexuel, homoparentalité et adoption : ce qu'on oublie de dire" par le Grand Rabbin de France,

- une liste de citations de «personnalités de gauche opposées au mariage pour tous»,

- "Le mariage gay ou la dictature de la confusion" par Bertrand Vergely.

|| N'estimant pas "nous fourvoyer", nous avons demandé à l'auteur de l'article de répondre, sur le fond, à ce lecteur... Voici sa réponse :

Non, elle cherche à approfondir la réflexion sur la société humaine

Mon article s'intitulait *Approfondir l'égalité* et non «*Mariage pour tous (ou des enfants pour les homos)*» comme vous le désignez sans beaucoup d'élégance. Il s'agissait donc, dans mon esprit, d'un travail de réflexion sur un sujet qui me semblait pouvoir s'inscrire dans le champ de l'émancipation humaine, même s'il est, pour l'heure, objet de controverse. À ce titre, il trouvait toute sa place dans *La Grande Relève* qui est, rappelons-le, un «mensuel de réflexion socio-économique ...».

L'implication sociale est évidente.

L'implication économique est un risque lié notamment à une extension sans limite de la procréation médicalement assistée (PMA), tant le néolibéralisme, en crise ou non, est à l'affût de toutes les opportunités d'élargir le domaine marchand. La GR s'est donc d'autant moins fourvoyée que le

parti avait été pris de chercher des bases de réflexion, car le sujet est difficile et effectivement inhabituel dans notre journal, plutôt que de délivrer une position sans nuance. La GR ne se fait évidemment pas le porte-voix des mouvements LGBT, qui n'ont pas besoin de notre journal pour exposer leurs positions. Ils pourraient bien d'ailleurs nous reprocher de ne pas défendre la légitimité de leurs revendications. Reconnaissez que je ne me suis pas placé sur ce terrain.

Sur le fond, c'est bien dans le cadre de la lutte pour cette émancipation humaine, à laquelle la GR a la volonté de contribuer depuis sa création, que j'ai proposé d'inscrire la réflexion sur les différentes dimensions du sujet (modes de procréation, filiation, droits des conjoints, droits des enfants...). Justement pour que le lecteur puisse

mesurer la légitimité de ces transformations en regard des autres attentes sociales de notre époque. En approuvant d'ailleurs le fait que *les droits de l'enfant* doivent dominer en toute circonstance la revendication d'un *droit à l'enfant*. Des droits de l'enfant dont le périmètre évolue en même temps que la société et qui demandent eux aussi une réflexion et une observation dans la durée.

Je reconnais en effet à l'anthropologie, mais pas à cette seule science, des compétences pour nous éclairer sur la frontière de plus en plus diffuse entre nature et culture, dans la mesure où les prises de position ne sont pas celles d'experts auto proclamés ou désignés, mais résultent de travaux soumis au jugement des pairs de la discipline. J'ai ainsi découvert que notre mode de filiation (dite cognatique) n'était pas majoritaire. On peut évidemment y rester attaché et je n'ai pas vraiment aujourd'hui de point de vue personnel sur cette question essentielle. Mais je récusé ici tout développement inspiré de convictions religieuses comme dans deux références que vous citez.

J'ai lu avec attention l'article de Bertrand Vergely. Ce texte mériterait une analyse détaillée. Mais prendre prétexte des dangers de «la fiction promé-

théenne» de «fabriquer un homme nouveau grâce à la Science et au Droit» pour verrouiller toute évolution de la société, fait partie de ces excès de propos qui ont vocation à maintenir l'aliénation des peuples. Il n'empêche que la science et le droit sont deux outils essentiels, à condition d'être manipulés avec le souci d'approfondir sans cesse la démocratie.

Bien sûr, comme vous le dites, que «le fond de la question se trouve simplement dans l'attitude d'une humanité qui prétend ou non pouvoir s'affranchir de ses limites (...)», peut-être pas «simplement», mais c'est bien en s'interrogeant en permanence sur ces limites, qui ne sont pas établies une fois pour toutes, que l'homme trouve peu à peu son chemin. Cependant, et je me répète, il me semble que les bonnes réponses ne se trouvent que si ces questions sont posées avec la volonté permanente d'émancipation, ce à quoi ne nous encourage généralement pas le système politique dominant, sauf peut-être lorsqu'une avancée bien contrôlée ouvre la perspective d'un nouveau domaine marchand !

GUY EVRARD

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France (régime intérieur pour la Poste.)	23 euros.
soutien : + 14 euros par an par exemplaire en plus chaque mois)	
DOM	25,45 euros.
TOM	29 euros.
Extérieur , suivant les zones définies par la Poste.	
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux)	27,80euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse)	27,15euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis)	28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P-, M-Orient).	27,50euros.
Zone 5 (Amérique du Sud)	29,90euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
 par chèque bancaire,
 ou par CCP : N° de compte 1340239M020
 références internationales depuis octobre 2007 :
 IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
 BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À EXEMPLAIRE(S) DE LA GRANDE RELÈVE À PARTIR DU N°
 VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM
IMMEUBLE
N° ET VOIE
CODE POSTAL ET COMMUNE	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

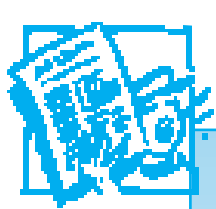
Je commande les ouvrages suivants :

J'envoie pour cela la somme de euros

par chèque

date

signature



CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse pas la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise (comme un ticket de transport), et elle laisse au consommateur la liberté de ses choix.

La masse monétaire est créée et détruite au même rythme que la production, ces deux flux permanents s'équilibrent.

C'est alors aux citoyens de décider, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des trois parts à faire dans la masse monétaire :

- pour financer la production,
- pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus),
- pour verser à chacun un revenu garanti qui leur permette de vivre libre.

Les décisions prises n'ayant ainsi plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prime enfin sur l'intérêt particulier, la démocratie devient réalité.

SUGGESTIONS DE LECTURES

• JACQUES DUBOIN

Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

• ET SI ON CHANGEAIT ?

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).



• LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (~~16,70~~ 13 euros).

• MAIS OÙ VA L'ARGENT ?

L'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.

(édition du Sextant, 240 pages, ~~14,90~~ 13 euros).



- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple :

• UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués ici sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture

et ne sont pas retournés.

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé à Toulouse par Imprimerie 34

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : <http://www.economiedistributive.fr>



(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)